

**Agence de la santé
et des services sociaux
du Saguenay –
Lac-Saint-Jean**

Québec 



ANALYSE DES INTERVENTIONS
EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN:
LES ACTEURS AU CŒUR DU PROCESSUS

PHASE 1

RAPPORT D'ÉTAPE SUR LES ENTREVUES AVEC LES INTERVENANTS

*Sous la direction de
Pierre-André Tremblay, UQAC*

*Avec la collaboration de
Marie-Claude Clouston, UQAC
Myriam Duplain, UQAC
René Lapierre, RRSSS-DSP 02
Joël Rouffignat, Université Laval*

Collectif IDÉES-UQAC

Mars 2004

**L'analyse des interventions en sécurité alimentaire
au Saguenay Lac-Saint-Jean :
les acteurs au cœur du processus**

**Phase 1
Rapport sur les entrevues avec les
intervenant-e-s**

**Sous la direction de
Pierre-André Tremblay, UQAC**

Avec la collaboration de :

**Marie-Claude Clouston, UQAC
Myriam Duplain, UQAC
René Lapierre, RRSSS-DSP 02
Joël Rouffignat, Université Laval**

**Collectif de recherche sur les initiatives de développement
économique et social
Université du Québec à Chicoutimi
555, boul. de l'Université
Chicoutimi (Québec) Canada G7H 2B1
cidées@uqac.ca**

Mars 2004

La réalisation de ce projet a été rendue possible grâce à une subvention conjointe du ministère de la Santé et des services sociaux et de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean dans le cadre du Programme de subventions en santé publique pour projets de recherche d'étude et d'évaluation.

Ce document est disponible en contactant le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) de l'Université du Québec à Chicoutimi aux coordonnées suivantes :

Poste : GRIR-UQAC, 555 boul. Université, Chicoutimi, Québec, Canada, G7H 2B1

Téléphone : (418) 545-5534

Courriel : grir@uqac.ca

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	V
INTRODUCTION	1
1 MÉTHODOLOGIE POUR LA COLLECTE AUPRÈS D'INTERVENANT-E-S	3
1.1 L'approche retenue pour l'enquête auprès des intervenant-e-s	3
1.2 L'outil de collecte pour les entrevues avec les intervenant-e-s	3
1.3 La méthode d'échantillonnage	4
1.4 La méthode d'analyse	5
2 LE REGARD D'INTERVENANT-E-S SUR LA PAUVRETÉ	7
2.1 Une définition de la pauvreté selon le type de ressources	7
2.2 La dimension temporelle de la pauvreté	10
2.3 Les groupes affectés par la pauvreté	12
2.4 Les causes de la pauvreté	14
3 LE REGARD D'INTERVENANT-E-S SUR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	17
3.1 Des manifestations diverses de l'insécurité alimentaire	17
3.2 Les conséquences de l'insécurité alimentaire	18
3.3 Les causes d'insécurité alimentaire	19
4 LE REGARD D'INTERVENANT-E-S SUR LES RÉPONSES DU MILIEU	21
4.1 La fréquentation des ressources	21
4.2 Les besoins socioéconomiques	22
4.3 Les expériences de réseautage	24
4.4 Les pistes de solution	25
CONCLUSION	27
ANNEXE 1	29

ANNEXE 2	32
ANNEXE 3	34
ANNEXE 4	36

AVANT-PROPOS

Ce document constitue une version revue et augmentée du rapport déposé en décembre 2003. Il présente des résultats de la phase 1 d'un projet de recherche qui regroupe plusieurs partenaires, oeuvrant au Saguenay-Lac-St-Jean et dont les expertises sont liées à la lutte à la pauvreté sous le volet de la sécurité alimentaire. Le projet a pris forme au printemps 2003 par l'implication de représentant-e-s de plusieurs organisations membres du Comité de réflexion et d'action en sécurité alimentaire pour la région 02. Un comité conseil issu de ce regroupement participe aux différentes étapes de ce projet afin d'orienter et enrichir le travail de l'équipe de recherche. Le secteur communautaire y est représenté par les organismes suivants : le Service alimentaire la recette et le Service d'Entraide La Cigogne alors que le secteur public y est représenté par l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean – Direction de la santé publique, deux (2) centres locaux de services communautaires (CLSC) et la Direction régionale de la Sécurité du revenu (liens avec les centres locaux d'emploi). L'équipe de recherche est composée de Pierre-André Tremblay, professeur-chercheur au Département des sciences humaines à l'Université du Québec à Chicoutimi, de Joël Rouffignat, professeur collaborateur du Département de géographie de l'Université Laval, de René Lapierre, agent de recherche à la Direction de la santé publique, de Myriam Duplain à titre de chargée de projet et de Marie-Claude Clouston à titre d'assistante de recherche¹.

Ce rapport de première étape présente des résultats obtenus par l'analyse de dix-huit (18) entrevues réalisées auprès d'intervenant-e-s oeuvrant sur les 6 territoires sociosanitaires régionaux, à savoir : La Baie, Chicoutimi, Jonquière, Lac St-Jean Est, Maria-Chapdelaine, Domaine-du-Roy². Cette étape de collecte de données a été rendue possible grâce à la collaboration fructueuse de tous les partenaires. À cet égard, l'équipe tient à remercier chaleureusement les personnes suivantes pour les contacts effectués auprès des intervenant-e-s : Monique Besson (Service d'Entraide La Cigogne), Lise Castonguay (Service budgétaire populaire de St-Félicien), Louise Couët (Direction régionale de la Sécurité du revenu), Pierre-Julien Giasson (Carrefour de la santé de Jonquière, CLSC), Robin Harvey (CLE Maria-Chapdelaine), Nathalie Lavoie (Service alimentaire la recette) et Denis Pineault (Centre Cléophas Claveau). Les remerciements s'adressent également aux dix-huit (18) personnes qui ont si généreusement contribué à l'avancement du projet de recherche. La règle de confidentialité nous oblige cependant à taire leur nom. L'équipe souhaite sincèrement que les résultats exposés plus bas traduisent l'engagement profond de ces personnes auprès d'individus et de familles livrées à des conditions d'existence difficiles sur tout le territoire régional.

¹ Madame Louise Lebel a assumé la retranscription des entrevues.

² Un autre document accompagne ce rapport de première étape. Il s'agit de l'*Atlas des conditions de vie et de sécurité alimentaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean*; ce CD-ROM présente 84 cartes identifiant les territoires plus sensibles à la pauvreté.

INTRODUCTION

Ce projet, démarré en juin 2003, s'inscrit dans une démarche participative afin de mettre à profit toutes les expertises développées sur le territoire du Saguenay–Lac Saint-Jean dans le domaine de la *sécurité alimentaire*. De manière générale, celle-ci est considérée selon trois grandes orientations de recherche et d'intervention : 1) la filière de la production sous des enjeux de salubrité, de traçabilité, d'OGM, etc., 2) la filière de l'approvisionnement pour les pays pauvres dont les populations sont confrontées au manque de denrées alimentaires, 3) la filière de l'accessibilité pour certaines populations vivant dans les pays riches qui se trouvent pénalisées pour des raisons de pauvreté. Le présent projet s'inscrit dans cette troisième orientation et s'appuie sur la définition proposée par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec pour poursuivre ses travaux.

Pour que la sécurité alimentaire existe il faut que « toute une population ait accès, en tout temps et en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à coût raisonnable et acceptable aux points de vue social et culturel, que les individus aient un pouvoir d'achat adéquat et qu'ils aient accès à une information simple et fiable qui confère des habiletés et qui permet de faire des choix éclairés ». [Gauvin, J.L. et al, 1996, *Agir ensemble pour contrer l'insécurité alimentaire du Québec*, Ordre professionnel des diététistes du Québec, 35 pages.]³

Le calendrier des travaux, couvrant une période de 18 mois, est planifié en fonction de trois grandes étapes dont la première est réservée à une collecte de données auprès d'intervenant-e-s. Ce rapport expose les principaux résultats qui y sont associés. La deuxième étape aura comme objectif de colliger des données auprès de personnes en situation de pauvreté et la troisième étape sera liée à différents retours d'informations auprès des intervenant-e-s. L'orientation générale de la recherche s'inspire des travaux de Joël Rouffignat situant la sécurité alimentaire sous son rapport avec les perspectives d'«*empowerment*» et de «*développement social*».⁴

L'*empowerment* est un processus de dynamisation des personnes ou des milieux qui conduit à une prise en charge individuelle et collective pour le contrôle des ressources (humaines, matérielles, financières, etc.). Ninacs⁵ comprend ce

³ Voir les sites suivants pour comprendre les sources d'influence de la définition : http://www.fao.org/wfs/index_fr.htm et <http://www.fao.org/worldfoodsummit/french/index.html>

⁴ Rouffignat J., Dubois L.; Panet-Raymond, J.; Lamontagne, P.; Cameron, S, Girard, M. (2001) *De la sécurité alimentaire au développement social*. Rapport synthèse, Université Laval, septembre 2001, 181p.

Beeman, J.; Panet-Raymond, J.; Racine, S.; Rhéault, J. et Rouffignat, J. (1997) « Les groupes d'aide alimentaire pour les personnes défavorisées: lieux de sociabilité ou de gestion de la pauvreté. » *Cahiers de recherches sociologiques*, N°29, novembre 1997, p.43-58.

⁵ Ninacs. William A. (2002) *Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec*, Université Laval: Thèse Ph.D., École de service social.

processus complexe comme une démarche qui se construit graduellement et simultanément autour de 4 dimensions : 1) la participation, 2) l'acquisition de compétences, 3) l'estime de soi et 4) la conscience critique. Cette démarche s'inscrit donc dans une volonté de contribuer au développement social des collectivités, c'est-à-dire dans un effort pour mettre sur pied et améliorer des services collectifs permettant l'amélioration des besoins réels et des conditions de vie des communautés.

Les informations produites tout au long de ce parcours devraient permettre d'approfondir les expertises afin de mieux servir les populations touchées par le phénomène de la pauvreté et de ses incidences sur leur sécurité alimentaire. Selon l'objectif ciblé par le devis de recherche, le projet vise à *soutenir l'intervention en contribuant au développement d'un processus de mobilisation et de concertation* entre les organisations oeuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire dans les territoires de CLSC/MRC de la région 02 *par le développement des connaissances* tant sur l'état de la situation régionale en matière d'insécurité alimentaire que sur les besoins de la population en matière de soutien alimentaire et sur le degré d'avancement de la réponse communautaire et organisationnelle à ces besoins. Ces connaissances contribueront à l'auto-formation des intervenant-e-s et à la sensibilisation du milieu. Cette intention se concrétise dans les 5 sous-objectifs suivants :

1. Décrire la situation actuelle de l'insécurité alimentaire et les formes d'extrême pauvreté au Saguenay Lac-Saint-Jean.
2. Évaluer les besoins (type et nature) de la population en matière de soutien alimentaire.
3. Évaluer le degré d'implantation d'une approche globale de la sécurité alimentaire et développer des outils de monitoring.
4. Produire avec les groupes communautaires et les divers intervenants un outil d'évaluation de l'insécurité alimentaire individuelle et familiale qu'ils puissent utiliser dans leurs actions futures.
5. Diffuser les résultats de l'étude afin de sensibiliser les décideurs et la population.

Les sections suivantes se rapportent au premier sous-objectif et concernent les perceptions des personnes rencontrées. Les informations relatives aux questions méthodologiques sont définies à la section 1. Les résultats sont présentés dans la section 2 selon le regard des intervenant-e-s sur la pauvreté, la section 3 aborde la problématique selon le regard des intervenant-e-s sur l'insécurité alimentaire et la section 4 traite du regard des intervenant-e-s sur les réponses du milieu. La conclusion reprend les éléments déterminants en plus de lancer des jalons de réflexion sur les pratiques ainsi que des pistes de travail pour les prochaines étapes de la recherche.

Ninacs, William (1997) «Le service social et l'appauvrissement: vers une action axée sur le contrôle des ressources», *Cahiers de recherche sociologique*, 29: 59-78.

1. MÉTHODOLOGIE POUR LA COLLECTE AUPRÈS D'INTERVENANT-E-S

1.1 *L'approche retenue pour l'enquête auprès des intervenant-e-s*

Cette recherche est construite, pour l'essentiel, selon une approche qualitative⁶. Ce choix méthodologique est justifié par l'ensemble des objectifs cités à la section précédente dont le premier sous-objectif qui vise la description de l'état de situation dans la région 02. Tracer un premier bilan des pratiques et expertises centrées sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire conduit inévitablement à rencontrer des intervenant-e-s afin de recueillir des témoignages sur leur travail et leur engagement auprès des populations locales. Comme ces personnes sont au centre du dispositif de lutte à l'insécurité, la technique d'enquête par entrevue a été retenue pour la collecte de données. Cette technique permet de saisir l'état de situation de l'intérieur selon le point de vue des personnes oeuvrant dans le domaine de la lutte à la pauvreté et de la sécurité alimentaire. Le corpus de recherche, pour cette étape, est donc constitué de la retranscription intégrale de toutes les entrevues réalisées auprès de ces personnes. Ces informations couvrent 518 pages et constituent la base de données de cette étape du projet.

1.2 *L'outil de collecte pour les entrevues avec les intervenant-e-s*

Les entrevues sont de type semi-dirigé; c'est-à-dire qu'elles sont menées selon un canevas (ou schéma) qui prévoit des échanges ouverts sur différents thèmes prédéfinis de la problématique. Comme toute aventure en recherche, l'outil de collecte présente des limites face à la complexité et l'envergure de l'objet d'étude et il serait inapproprié de prétendre que ce rapport fait état d'une analyse intégrale des pratiques et expertises développées au Saguenay-Lac-Saint-Jean. En effet, bien des éléments ont pu échapper à la cueillette d'informations. Un entretien de ce type ne peut évidemment contenir l'ensemble des connaissances et pratiques rattachées à chacune des organisations impliquées dans cette phase de collecte. Toutefois, nous croyons que les données recueillies permettent un éclairage suffisamment soutenu pour identifier des éléments déterminants de ce premier bilan ou état de situation, lesquels pourraient bien servir les objectifs de mobilisation et de concertation.

Les 18 entrevues ont été réalisées entre le 6 août et le 10 septembre 2003 et leur durée varie de 60 à 120 minutes. Les personnes rencontrées se sont exprimées en fonction de 5 grands thèmes répartis entre leur perception de la pauvreté sur leur territoire local et les réponses du milieu (voir schéma d'entrevue, annexe 1). Bien

⁶ Conçu sur une base quantitative, *L'atlas des conditions de vie* sert de complément à ce rapport afin de décrire d'autres facettes de la situation actuelle au sujet de l'insécurité alimentaire et des formes de pauvreté au Saguenay-Lac-St-Jean.

entendu, ces perceptions sont étroitement liées à leur expérience de travail ou d'engagement et ne sont pas le fruit de leur imagination, Ces thèmes sont :

Partie 1 : Sensibilité à la problématique de la pauvreté et à l'insécurité alimentaire

- 1) Informations sur l'état de pauvreté selon le territoire local (régional)
- 2) L'insécurité et sa prise en charge

Partie 2 : Les réponses du milieu face à la problématique

- 3) Les besoins d'intervention en matière de sécurité alimentaire
- 4) Le réseautage des groupes ou institutions qui offrent de l'aide
- 5) Les pistes d'intervention

1.3 La méthode d'échantillonnage

L'échantillon constitué de ces 18 personnes est qualifié d'échantillon «*d'acteurs stratégiques*»⁷ au sens où les personnes recrutées pour les fins de cette étape de recherche travaillent au sein d'organismes qui développent une expertise en lien avec la problématique de la pauvreté ou de l'insécurité alimentaire. Cet échantillonnage répond à des critères de sélection préalablement définis par l'équipe de recherche dont le premier est certainement la participation volontaire (voir formulaire de consentement, annexe 2). Cinq autres critères visent la diversification des sources sur les bases suivantes :

- 1) Critère du genre (féminin, masculin).
- 2) Critère du territoire (3 intervenant-e-s pour chacun des 6 territoires sociosanitaires).
- 3) Critère selon le type d'intervention (intervenant-e-s de 1^{ière} et 2^{ième} ligne).
- 4) Critère selon le type d'organisme (communautaire, institutionnel, autres).
- 5) Critère selon l'aide alimentaire (présence ou absence de services d'aide alimentaire).

La méthode de recrutement a nécessité la collaboration des membres du Comité d'action et de réflexion en sécurité alimentaire 02. Cette collaboration s'est concrétisée par des contacts personnels effectués auprès d'intervenant-e-s de leur territoire respectif selon les critères exposés plus haut. Cette méthode peut induire certains biais de l'échantillon si le choix des contacts se limite aux personnes qui adhèrent totalement à la vision des responsables d'organismes en évitant de recruter des personnes qui expriment certaines critiques organisationnelles. Un autre type de biais est possible et il peut se définir par un réflexe d'auto-censure

⁷ Selon le terme de A. Pires (1997) « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », pp. 113-173 dans J. Poupart et al., *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville; Gaëtan Morin.

qui viendrait colorer le discours des intervenant-e-s.⁸ Par la suite, l'équipe a planifié un agenda d'entrevues avec 3 volontaires pour chacun des territoires. Certaines limites inhérentes au recrutement d'intervenant-e-s disponibles pour une entrevue expliquent les nuances dans la répartition des critères d'échantillonnage (voir tableau de répartition des entrevues, annexe 3).

Pour le critère du genre, le nombre d'entrevues réalisées auprès de femmes est le double de celui des entrevues réalisées auprès d'hommes (12 vs 6). Mais cette particularité démontre l'engagement ou la sur-représentation des femmes dans cette problématique. Pour le critère de la répartition territoriale, on compte 3 entrevues pour 4 territoires sociosanitaires alors qu'on compte 4 entrevues pour le territoire de Domaine du Roy et 2 entrevues pour le territoire de Jonquière. Le critère 3 réfère au type de fonction exercée par l'intervenant-e, à savoir qu'un travail de 1^{ière} ligne consiste en l'accompagnement direct des personnes de manière individuelle ou collective et qu'un travail de 2^{ième} ligne consiste en l'accompagnement indirect de personnes (tâches de direction, coordination, responsabilité de projet, etc.). Sur cet aspect, l'échantillon comprend 13 intervenant-e-s de 1^{ière} ligne et 5 intervenant-e-s de 2^{ième} ligne. Le critère 4 réfère à l'origine de l'organisme selon qu'il soit du milieu communautaire, du milieu institutionnel (CLSC, CLE, etc.) ou qu'il soit associé à la catégorie « autres » (le milieu caritatif avec des fondations et clubs sociaux, des organisations religieuses, etc.). On compte 7 intervenant-e-s du milieu communautaire, 7 du milieu institutionnel et 4 du secteur « autres ». C'est donc un échantillon de type non proportionnel et l'approche qualitative reconnaît cette méthode d'échantillonnage non aléatoire et donc non représentatif au sens statistique. Il vise à permettre de reconnaître les lignes structurantes, à identifier l'éventail des possibilités et leur articulation, non à reproduire « en petit » les traits de l'univers de recherche.⁹

1.4 La méthode d'analyse

L'analyse touche tout le contenu des entrevues, ce qui implique les 5 étapes suivantes :

- 1) Étape de retranscription intégrale des données audio (moyenne de 6.5 heures de retranscription par entrevue).
- 2) Étape de lecture libre pour une première appropriation du discours des intervenant-e-s.
- 3) Étape de codification des entrevues selon les thématiques recensées (voir cahier de codification, annexe 3).
- 4) Étape d'analyse des entrevues afin de dégager des thématiques communes et singulières.
- 5) Étape d'interprétation des entrevues afin de produire les premiers résultats. Interventions pour rendre les données anonymes.

⁸ Ces deux types de biais sont évoqués à titre de possibilité et non d'observation.

⁹ C. Seale (1999), *The quality of qualitative research*, London: Sage, pp. 109-113.

Devant l'envergure et la richesse du corpus, l'analyse est centrée sur des éléments qui pourraient interpeller les expertises et les pratiques actuelles. À cet égard, l'équipe de recherche a effectué des choix sur les différentes possibilités d'interprétation des données en priorisant certaines thématiques plus que d'autres comme celles qui peuvent influencer l'orientation d'*empowerment* dans les stratégies de lutte à la pauvreté. Certaines thématiques ont dû être complètement écartées faute de temps. C'est le cas par exemple pour les perceptions des intervenant-e-s au sujet des attitudes et comportement des personnes pauvres ou pour la comparaison rural/urbain. Toutefois, comme ces informations sont en partie traitées, du moins à une étape de codification, il n'est pas exclu qu'elles soient récupérées pour des activités futures, par exemple pour bâtir des canevas d'animation pour groupes de discussion (étape 3 du projet). Les résultats des 3 sections suivantes sont donc présentés de manière à produire un effet miroir auprès des personnes intéressées par la problématique de la sécurité alimentaire, dans le but d'atteindre les objectifs de sensibilisation et de conscientisation. Le présent rapport n'est donc pas un simple compte-rendu des entrevues effectuées. Les extraits d'entrevues cités dans ces 3 sections ont été sélectionnés en raison de leur pouvoir d'illustration des propos recueillis auprès des intervenant-e-s.

2. LE REGARD D'INTERVENANT-E-S SUR LA PAUVRETÉ

Cette première partie des résultats concerne le discours des intervenant-e-s sur la thématique de la pauvreté. L'analyse des entrevues conduit à présenter cette première partie selon les 4 sous-thèmes présentés plus bas : définition de la pauvreté, dimension temporelle de la pauvreté, groupes affectés, causes. Les informations recueillies démontrent sans aucune équivoque que les personnes interviewées ont une connaissance très fine et sensible des populations affectées par la pauvreté sur chacun des territoires concernés. Pour les intervenant-e-s de 1^{ère} ligne, cette caractéristique se traduit par des références nombreuses et précises à des cas particuliers. Par exemple, on parle des personnes qui fréquentent les ressources en donnant de nombreux détails sur leur parcours de vie personnelle et familiale. Cette appréciation très personnalisée recèle évidemment de nombreux avantages en termes de qualité de l'interaction et d'ajustement du « service » offert. Mais elle connaît aussi certaines limites sur lesquelles nous reviendrons en conclusion.

2.1 Une définition de la pauvreté selon le type de ressources

Tous les discours entourant la définition de la pauvreté sont axés sur la complexité ou la globalité de ce phénomène. Les deux extraits suivants cadrent bien cette perspective multidimensionnelle de la pauvreté :

« L'insécurité alimentaire c'est rien qu'un aspect de la pauvreté. Alors si tu règles le problème de l'insécurité alimentaire, tu ne règles pas nécessairement le problème de la pauvreté. Tu soulages beaucoup de personnes, mais tu ne règles pas le problème. Le problème de la pauvreté est beaucoup plus compliqué que ... D'ailleurs c'est le problème qu'on a... Si on avait un facteur ou deux, on travaillerait ces deux choses-là et on réglerait tout. Mais c'est multifactoriel et c'est à plusieurs visages [...] Ce n'est pas simplement le fait de ne pas avoir suffisamment d'argent, c'est le fait de se retrouver tout seul dans son coin, sans ressource, sans réseau d'aide »

(entrevue 14)

« Et je me dis... si on faisait l'erreur d'essayer de mesurer uniquement la pauvreté au plan des finances et des revenus, on passerait à côté de beaucoup de choses je pense. C'est un aspect de la pauvreté important, on en convient là, mais il y a plus que ça dans ce phénomène-là. »

(entrevue 17)

Les définitions ont été classées selon 4 grands types de ressources qui permettent d'assurer des conditions d'existence satisfaisantes. De façon générale, il ressort des entrevues que la pauvreté peut être comprise comme un manque de

ressources¹⁰. En conséquence, les personnes pauvres seront caractérisées de façon négative, c'est-à-dire par ce manque.

De façon inductive, on peut identifier 4 types de ressources retenues par nos informateurs et informatrices: les ressources financières, éducationnelles, sociales et intellectuelles.

1) Les ressources financières

Ce premier type de ressources constitue le premier facteur de pauvreté énoncé, c'est-à-dire plus fréquemment et spontanément identifié. On parle de pauvreté monétaire en terme de revenu insuffisant plutôt qu'en l'absence de revenu. Les intervenant-e-s précisent que plusieurs sources de revenu peuvent produire une situation de pauvreté. Par exemple, la sécurité du revenu ou des situations de travail selon des conditions précaires comme le travail à temps partiel, l'emploi au salaire minimum, etc. Par ailleurs, les ressources financières sont aussi considérées selon les capacités budgétaires; c'est-à-dire selon la possibilité de rencontrer les dépenses indispensables au fonctionnement des individus ou des familles. On parlera alors de difficultés à rencontrer les paiements divers comme le loyer, les factures diverses etc.

« Ensuite il y a toujours la question... la personne se pose toujours la question... Est-ce qu'il faut que je paie mon compte d'électricité ou me le faire couper ou bien je vais manger? Les gens ont toujours des dilemmes tout le temps, tout le temps comme ça... »

(entrevue 2)

2) Les ressources éducationnelles

Ce deuxième type de ressources comprend les questions d'éducation et de formation. Les intervenant-e-s soulignent les difficultés des personnes sans diplôme. Mais les ressources éducationnelles ne se limitent pas à la formation scolaire. Il s'agit également d'acquis plus généraux que les personnes peuvent développer dans diverses expériences de vie. Le vocabulaire des intervenant-e-s de première ligne est particulièrement révélateur de leur perception quant aux populations appauvries, en particulier pour les jeunes: «ne sont pas capables», «n'ont pas appris», «ne savent pas», etc.

« Et la pauvreté... c'est sûr que c'est la pauvreté monétaire, mais aussi la pauvreté au niveau des connaissances, au point de vue académique aussi, mais au point de vue de l'information, au point de vue... Les personnes sont comme démunies dans tous les sens, pas juste du côté alimentaire là, c'est dans tous les sens. Ils ne connaissent pas leurs droits, il ne connaissent pas ce qu'ils pourraient

¹⁰ Ninacs, William A (1997), «Le service social et l'appauvrissement: vers une action axée sur le contrôle des ressources», *Cahiers de recherche sociologique*, 29: 59-78.

Ninacs, William A. (2002), *Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec*, Université Laval: Thèse Ph.D., École de service social.

faire pour changer la situation... C'est vraiment une pauvreté générale que je peux... Et il y en a qui sont limités aussi alors... »

(entrevue 3)

« C'est au niveau éducationnel, de ne pas arriver à l'heure... Moi je vois ça comme un genre de pauvreté là... je ne sais pas si ça se limite à l'alimentation... mais je vois ça aussi comme... ils n'arrivent pas à l'heure... ils vont arriver pour une entrevue, bien... Beaucoup l'éducation... Ils ne sauront pas comment s'habiller, ils ne sauront pas comment bien se présenter, comment bien articuler... C'est toutes des choses comme ça que moi je vois. Le non respect des règles, le non respect des autres. Je ne sais pas... on le voit à l'hygiène aussi. »

(entrevue 4)

3) Les ressources sociales

Ce troisième type de ressources réfère aux réseaux dans lesquels s'inscrivent les personnes et les familles. Il a une dimension quantitative : selon les témoignages recueillis, certaines personnes n'obtiennent pas de support de leur entourage familial (réseau primaire) et plusieurs jeunes en situation de pauvreté seraient délaissés par leurs parents. De plus, la pauvreté serait amplifiée également par un faible réseau secondaire (amis, connaissances, etc.). Certaines personnes et familles sont complètement isolées et cette situation est particulièrement dramatique dans les territoires ruraux étant donné l'absence des ressources. Il a aussi une dimension qualitative : quand les personnes pauvres ont des réseaux, il est fréquent que ceux-ci soient constitués de personnes vivant les mêmes problèmes. L'image de la spirale de la pauvreté, du cercle vicieux renvoie à cette dynamique.

« Et aussi quand je te disais tantôt la pauvreté de réseau. C'est des gens qui sont isolés souvent. On va les retrouver en petite gang de deux ou trois, mais des gens qui sont dans la même situation. »

(entrevue 5)

4) Les ressources intellectuelles

Ce quatrième et dernier type de ressources est, à quelques exceptions près, énoncé par les intervenant-e-s de première ligne. Parlant de la pauvreté, les références s'étendent aux capacités des personnes pauvres à développer une démarche d'autonomie. Les expressions suivantes sont utilisées pour qualifier une partie de la population des usagers et usagères de ressources : «*pauvreté de l'esprit*», «*pas débrouillards*», «*passifs*», etc. Toutefois, ces perceptions sont exprimées à partir de cas les plus lourds rencontrés dans leur pratique quotidienne.

« Il y en a aussi qui sont pas... ils n'ont pas une très grande intelligence, ils ne sont pas débrouillards alors ils ne sont pas capables de trouver d'emploi. On en a un jeune de 21, 22 ans qui vit avec sa mère. Il a fallu l'habiller, il a fallu l'aider. Il n'est pas capable de se débrouiller par lui-même. »

(entrevue 16)

Nous avons été frappés par le fait que seulement 2 intervenant-e-s ont fait référence aux ressources politiques en insistant sur la pertinence et l'importance de développer la mobilisation collective et l'action politique autour de l'aspect structurel de la pauvreté.

« Pour nous ça nous aide quand on... parce que je travaille beaucoup en action politique là... ça nous aide à faire adhérer les gens à la vision par exemple, de refuser de baisser les impôts, à revendiquer une voie pour éliminer la pauvreté... Parce qu'il y a de plus en plus de gens qui se sentent concernés. Et parce qu'aussi c'est de plus en plus facile de dire... bien regarde autour de toi ! Regarde dans ta famille... [...] Bien à partir du moment où on se dit que tout est politique, que les problèmes sont d'ordre politique et que les solutions sont d'ordre politique, c'est important. »

(entrevue 8)

2.2 La dimension temporelle de la pauvreté

Cette dimension de la temporalité de la pauvreté est considérée en rapport direct avec l'intensité et la gravité des situations et des conséquences sur la vie des personnes et des familles. Ce regard porté sur la pauvreté sous sa dimension temporelle n'est pas dissocié des méthodes d'intervention et on comprend qu'il peut ou pourrait influencer les pratiques actuelles et futures.

1) La pauvreté passagère, temporaire, conjoncturelle.

Les intervenant-e-s considèrent généralement ce type de pauvreté sans conséquences durables pour les personnes et familles qui en sont affectées. L'expression «accidents de parcours» révèle le caractère ponctuel de la situation, de leur point de vue. On peut toutefois s'interroger sur l'effet cumulatif de ces incidents de parcours quand ils se présentent plus régulièrement.

« C'est comme un certain temps, une situation comme une séparation, le temps de se reprendre en mains, de se virer de bord, ou de requérir un certain équilibre mental aussi. Ils vont accéder à nos services. Après, on ne les voit plus. »

(entrevue 1)

2) La pauvreté durable, permanente.

Pour les intervenant-e-s, ce type de pauvreté sous sa dimension temporelle est la plus dramatique et on comprend que leurs interventions sont modulées alors par l'urgence et/ou la profondeur des problèmes. Les entretiens révèlent aussi un certain désarroi face aux ressources disponibles.

« Et il y a la pauvreté temporaire, qui celle-là n'est pas très grave. Les gens s'en sortent, on le voit souvent. Les gens qui sont sur l'aide sociale depuis moins d'un an, c'est souvent ça, c'est des accidents de parcours. Ils vont se rattraper assez

rapidement sous toutes sortes de formes. Mais ceux qui sont là depuis longtemps ... Et avec le temps c'est des problèmes qui deviennent des fois quasi insolubles »
(entrevue 1)

«... les épaules basses, comme si elles portaient la misère du monde sur leurs épaules. [...] Une attitude aussi verbale où ils sont très défaitistes. De toute façon... pourquoi je ferais des efforts ? Parce qu'il n'y en a pas de lumière au bout du tunnel pour ces gens-là. Alors dans leurs façons d'agir, elles ne recherchent pas de solutions parce que pour elles c'est comme... il n'y a pas de solutions là. »

(entrevue 5)

Cette dimension est particulièrement intéressante en ce qui a trait à la définition de ce qu'on doit comprendre comme le degré de la pauvreté. Il ne suffit pas d'être (quantitativement) très pauvre, par exemple d'avoir très peu de revenu. La gravité semble plutôt définie par le croisement de cette dimension « quantitative » (ce qu'on peut appeler l'intensité) et d'une dimension temporelle (la durée de la pauvreté), comme le résume le schéma suivant, où la pauvreté la plus grave est marquée par les signes « ++ ».

Schéma du degré de pauvreté selon les perceptions recueillies

	Intensité faible	Intensité forte
Durée passagère	- -	+ -
Durée longue	- +	++

Selon les discours recueillis, les intervenant-e-s décrivent certaines situations de pauvreté selon leur correspondance à chacun des cadrans :¹¹

« - - » : perte d'emploi temporaire, épisode de maladie;

« + - » : travail précaire, saisonnier, travail au salaire minimum;

« - + » : séparation familiale;

« + + » familles ou personnes assistées sociales permanentes, handicapés mentaux.

¹¹ L'équipe retient que ce schéma pourrait être à la base d'un outil d'évaluation des situations d'insécurité alimentaire utilisé par les intervenant-e-s dans leur pratique quotidienne.

2.3 Les groupes affectés par la pauvreté

Ce sous thème de l'entrevue était relancé avec une typologie des situations de pauvreté conçue par Joël Rouffignat (voir annexe 4). Plusieurs intervenant-e-s de 1^{ière} ligne dans des organismes avec des services d'aide alimentaire ont un discours axé sur des clientèles cible. Globalement, les groupes de population qui sont le plus affectés sont exprimés selon 4 catégories.

1) Les assistés sociaux et les familles monoparentales

Il s'agit des groupes les plus priorisés. Ces deux groupes déterminent les mêmes préoccupations pour tous les intervenant-e-s. Quand on parle de familles monoparentales, on spécifie que celles qui sont dirigées par des femmes sont particulièrement vulnérables.

« Moi je dirais que c'est les femmes monoparentales. Selon nos statistiques là, c'est vraiment les femmes monoparentales. Les personnes seules, puis là ça continue les autres catégories, mais c'est vraiment les femmes monoparentales. Parce que les ... en tout cas, moi c'est mon interprétation personnelle... Je pense que les hommes mettons qui se retrouvent dans une situation financière difficile, vont plus se trouver des petits à-côtés et ils vont aller chercher un petit peu d'argent avec ça. Tandis que les femmes se retrouvent avec la charge des enfants. C'est plus difficile pour ces personnes-là. »

(entrevue 1)

« La majorité des personnes qui vivent la situation de pauvreté sont des personnes seules parce que c'est eux qui ont le moins de services autres que les prestations. Par contre, malgré les services, on peut parler que parmi les pires, les plus touchés par la pauvreté, mais en nombre ce n'est pas les plus importants. Si on regarde statistiquement, c'est les femmes chef de famille monoparentale. »

(entrevue 2)

Si tous les intervenant-e-s reconnaissent clairement cette priorité, trois ont toutefois lancé la pertinence de se pencher sur le cas des hommes de 50 ans et plus. De leur point de vue, cette catégorie d'assistés sociaux serait moins desservie par les services en plus d'adopter des comportements d'isolement plus drastique (vivant en chambre, ayant peu de contacts, etc.).

Certains intervenant-es s'attardent sur la problématique de pauvreté intergénérationnelle et leur discours témoigne d'un certain désarroi face à la profondeur de ce type de pauvreté. Ces situations de vie sont associées à la pauvreté la plus grave définie plus haut dans cette section (cadran « + + » du schéma sur le degré de pauvreté).

« Les familles souche c'est des familles pauvres assistés sociaux de génération en génération. Du monde qu'on pense qu'on pourra jamais rien faire avec eux autres [...] C'est comme des familles qui sont bien ancrées. De la famille

élargie... sœurs, belles-sœurs, frères, etc. C'est comme emprisonnés dans leur petit cocon et tu les vois nulle part en ville, tu ne les vois pas dans les activités, ça s'implique dans rien, ça n'a pas beaucoup de revenus, etc.... »

(entrevue 4)

« Et il y a ceux qui sont comme pauvre de génération en génération. Mon arrière grand-père était pauvre, mon grand-père est pauvre... c'est comme ça. Ça c'est encore plus dur, c'est comme ancré en eux. Et là il faut tout défaire ce « pattern » là et aller chercher de l'énergie. C'est un travail de longue haleine. »

(entrevue 5)

2) Les jeunes

Cette catégorie de la population est considérée sans référence au genre ni à l'âge, ce qui implique que les hommes vivent les mêmes difficultés que les femmes. De plus, le discours d'intervenant-e-s de milieux ruraux témoigne d'un état d'abandon qui semble plus préoccupant que le discours d'intervenant-e-s de milieux urbains. Est-ce en raison de la présence des ressources concentrées en ville? Est-ce une question de niveau de formation?

« Alors là de la pauvreté il y en a vraiment et ces jeunes-là ils ont été beaucoup abandonnés à eux-mêmes aussi parce qu'ils parlent ces jeunes-là. Ils sont quand même assez ouverts, c'est surprenant là comment ils peuvent... Ah! oui, il y a vraiment de la pauvreté et ils ont eu... ils ont manqué beaucoup d'éducation... Comment se débrouiller dans la vie si ça ne t'a pas été montré. [...] Bien moi, j'en reviens encore aux jeunes assistés sociaux. Moi en tous les cas de ce que je vois dans mes groupes là, c'est vraiment eux qui ont faim, qui n'ont aucune formation, ils n'ont rien et ils ne peuvent pas voir plus loin que ça non plus. Ils ont leur chèque et ils vont tout le dépenser. [...] Ils sont vraiment démunis ces jeunes-là. Ça reste dans des chambres... quand ils en ont une, les chambres là... Mon Dieu, c'est terrible là! Comment ça peut être... C'est comme je disais... pas de poêle, pas de frigidaire... [...] Je ne pensais jamais qu'il y avait autant de besoins chez les jeunes que ça. Et ils fument... c'est ça... ils ne connaissent rien, ils ne savent pas. On dirait que... Ils manquent tellement... ils sont tellement démunis à tous les points de vue... C'est souvent des personnes qui consomment aussi. C'est sûr que des fois il y en a qui disent : Ah bien là! Ils consomment, ils fument, c'est sûr qu'ils n'ont pas d'argent. Oui, mais ils n'ont pas de connaissances et ils n'en ont pas eu non plus alors... Souvent ces jeunes-là c'est ça... c'est des jeunes qui ont été laissés à eux-mêmes alors... »

(entrevues 3)

3) Les retraités

Au sujet des retraités, les intervenant-e-s développent leur discours sur 2 observations spécifiques. La première observation concerne le revenu au sens où les retraités sont plus fréquemment soutenus financièrement par différentes sources (pension de vieillesse, fonds de pension ou de retraite, etc.). La deuxième observation renvoie à la qualité et la quantité des services développés par l'État.

L'effet combiné des ces 2 formes de support réduit les risques de se retrouver parmi les groupes les plus affectés.

Bien en tous les cas, ce qu'on observe chez nous c'est que les retraités sont généralement bien organisés. Mais il y a des situations de pauvreté. Ça ne veut pas dire que l'ensemble des retraités vivent une retraite paisible et heureuse. Sauf que c'est peut-être moins problématique que dans d'autres milieux parce que c'est beaucoup des ex-travailleurs de la grande entreprise, même de la forêt, mais à une époque où ça fonctionnait beaucoup mieux. Les prochains risquent de vivre le problème autrement. »

(entrevue 13)

4) L'élargissement aux travailleurs-euses précaires, à petit salaire, saisonniers.

Plusieurs personnes ont précisé que leur perception des groupes affectés par la pauvreté a changé dans les dernières années. On considère qu'il y a un élargissement aux personnes et familles dont la base salariale est sujette aux formes de travail plus fragiles comme : l'emploi au salaire minimum (même si les 2 parents travaillent à plein temps), l'emploi contractuel, saisonnier, etc.

« C'est un phénomène qui touche tout le monde. C'est sûr que quand on parle de pauvreté, c'est pas nécessairement les personnes qui sont exemple, sur la sécurité du revenu ou sur l'assurance-emploi. Ça peut être aussi les personnes salariées qui ont plus de misère à arriver. [...] Ça peut être des personnes qui travaillent là... j'aurais pas de titre d'emploi si on peut dire en tant que tel, mais exemple, des personnes qui vont travailler au salaire minimum, un peu plus, mais qui jouent aux alentours de ça. D'après moi là, c'est une clientèle ici qui est touchée un peu par la pauvreté. »

(entrevue 6)

Une seule personne a fait référence à la catégorie des «sans chèque». Il s'agit de personnes qui sont exclues des programmes de soutien gouvernemental faute de rencontrer les critères d'admissibilité.

2.4 Les causes de la pauvreté

Les causes de la pauvreté sont identifiées selon 2 grandes orientations. Certaines personnes s'attardent à ces 2 orientations mais les intervenant-e-s de 1^{ière} ligne sont plus sensibles à la première. Les causes recensées illustrent la globalité du phénomène et deux personnes ont parlé de la pauvreté non comme d'un état mais comme d'un processus. Les causes sont vues comme relevant des parcours biographiques et/ou comme relevant des caractéristiques structurelles de la région.

1) Regards personnalisés sur le parcours de vie des personnes :

Les intervenant-e-s identifient 4 principales causes liées plus spécifiquement au parcours de vie :

- Des incapacités au travail en raison de limitations diverses (physiques, matérielles, responsabilité familiale, etc.).
- Des problèmes de santé mentale identifiés selon leur degré de gravité. Les segments d'entrevues relatifs à cette cause révèlent le désarroi des intervenant-e-s face aux cas de plus en plus nombreux et plus lourds.
- Des épisodes de séparation dont les femmes sont généralement les principales perdantes.
- Des problèmes de consommation (alcool, drogue, jeux, etc.).

« Bien le pire, je pense que c'est les troubles de santé mentale, des gros problèmes de santé mentale. Ça c'est difficile, c'est comme si ça revient tout le temps. En tous les cas, ce que j'ai comme expérience, c'est qu'ils ont tendance à jouer avec les médicaments... à dire : Ah! Là je suis guéri... vont diminuer ou augmenter ou... Alors ils se retrouvent avec d'autres problèmes. »

(entrevue 1)

« Il y a différentes situations qui peuvent t'amener à la pauvreté. On voit des cas de séparation par exemple où avant la séparation plus souvent, la conjointe vivait quand même un minimum de confort. Et après la séparation, se retrouve dans une position où elle est devant rien. Donc ça va conduire à une situation de pauvreté parce que là c'est pas évident de s'en sortir, c'est pas évident d'aller chercher de l'aide. C'est pas évident d'avoir tout ce qu'il lui faut pour se remettre en route, en mouvement. »

(entrevue 13)

2) Regards contextualisés à la structure économique du Saguenay Lac-St-Jean :

Cette deuxième orientation du discours s'exprime à partir de 3 principales causes touchant la structure économique de la région 02 :

- Des difficultés face au marché de l'emploi régional, particulièrement peu diversifié.
- Du taux de chômage régional et des conséquences de la dernière réforme de l'assurance-emploi qui a réduit la durée et le niveau des prestations.
- Des exigences élevées des employeurs, ce qui limite les populations plus fragiles sur les critères de formation, de polyvalence, de vitesse de travail, etc. Bref, certains groupes sont exclus en raison des exigences élevées en matière de performance générale et globale.

« Le contexte économique est sûrement un des facteurs. Le fait d'être une région isolée ou éloignée, toute l'exode des jeunes, ça fait en sorte qu'une région est désorganisée aussi. Quand une région est désorganisée, bien les personnes qui y

habitent le sont aussi »

(entrevue 7)

« Pour les autres clientèles qui sont par exemple problèmes de santé mentale, ça reste un problème social, comment on aide les gens qui ont des problèmes de santé mentale? Quelle place on leur fait sur le marché du travail? Bon là... on vient de se rendre compte que de la place il y en a pratiquement pas et que des emplois non spécialisés et supportés parce que les gens sont moins productifs... il n'y en a plus. Et c'est la même chose pour les handicapés. Alors toutes ces clientèles-là c'est des clientèles pauvres chroniques... pauvreté chronique, mais c'est parce que la société ne leur fait plus de place, c'est clair là. »

(entrevue 8)

En résumé, l'image de la pauvreté qu'on peut retirer des discours recueillis est remarquable par sa subtilité et la finesse des détails retenus. La pauvreté est vue comme un phénomène complexe causé par l'absence d'une ou plusieurs ressources nécessaires à la vie quotidienne. La complexité du phénomène et sa gravité sont décuplées par sa durée, qui peut aller jusqu'à en changer les aspects qualitatifs. Elle affecte de nombreux groupes fort hétérogènes, mais ne les touche pas tous de la même façon. Enfin, ses causes sont diverses et tiennent tout autant aux contextes biographiques qu'à l'environnement régional. On imagine facilement que l'enchevêtrement de ces dimensions compose un portrait particulièrement délicat, où l'intervention ne peut être aisée.

3. LE REGARD D'INTERVENANT-E-S SUR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La question de l'insécurité alimentaire a été abordée sous trois dimensions : ses manifestations, ses conséquences, ses causes.

3.1 Des manifestations diverses de l'insécurité alimentaire

Parlant d'insécurité alimentaire, les intervenant-e-s ont observé plusieurs signes ou stratégies des personnes et des familles. Les organismes qui offrent des services d'aide alimentaire parlent de situations d'urgence lorsque des usagers ou usagères s'empressent de prendre des denrées alimentaires ou encore lorsqu'il y a des comportements de crises exigeant une intervention rapide pour diminuer le niveau d'angoisse et limiter les effets sur les autres usagers et usagères. Dans les autres organismes qui n'offrent pas d'aide alimentaire, les intervenant-e-s sont vigilants à saisir le message lorsqu'une mère signale que ses enfants ont faim.

Pour arriver à tenir le mois en nourriture, 4 stratégies semblent plus fréquentes :

- «sauter des repas» dans la journée avec des cas extrêmes où il y a privation de repas étalée sur quelques jours;
- «se priver de nourriture» entre autres pour les mères afin de redistribuer leur portion pour les enfants;
- «étirer la nourriture» en multipliant les repas avec les mêmes bases (soupes allongées à l'eau, pâtes alimentaires, etc.);
- «se nourrir moins bien» en faisant des choix de nourriture sans grande qualité (aliments qui bourrent l'estomac).

« ...il y en avait qui n'avait pas mangé depuis 2 jours. Et j'en voyais qui se cachaient et qui mangeaient des petits morceaux comme ça parce que normalement ils n'ont pas le droit... »

(entrevue 3)

« La première chose quand les gens viennent ici, c'est vraiment l'alimentation qu'ils ont coupé. Le loyer ils ne peuvent pas passer à côté, ils sont obligés de le payer. Quand ils ont payé toutes les choses... Moi ce qu'ils me disent c'est que quand ils viennent c'est vraiment qu'ils n'ont plus de nourriture. Ils n'ont vraiment plus de nourriture dans le frigidaire et bon... pour les enfants et tout ça... »

(entrevue 9)

« Il y a aussi la malnutrition. C'est pas juste l'insécurité alimentaire, c'est que les gens ils vont s'alimenter mal. Ils n'ont pas les 3 groupes, ils n'ont pas des repas équilibrés, ils n'ont pas une semaine équilibrée dans le repas. C'est beau manger comme les jeunes, par exemple ils vont manger du macaroni au fromage, mais 6, 7 fois dans la semaine là... [...] Il va plutôt dire... je suis tanné de manger telle chose... Ou il va sentir... une dame à côté ou quelque chose comme ça... Ah ! tu

as fait de la tourtière... ah ! que ça doit être bon ! Ça fait des années que j'en ai pas mangée !»

(entrevue 15)

« Une petite madame avec 2 enfants, elle est arrivée et m'a dit... madame X (nom de l'intervenante)... j'ai dit oui... elle dit je suis tannée de manger du spaghetti, ça fait une semaine là... [...] Non. Elle a dit... là j'ai essayé avec de la sauce, avec du beurre, avec des oignons... »

(entrevue 18)

3.2 Les conséquences de l'insécurité alimentaire

Les manifestations identifiées par les intervenant-e-s ne sont pas sans conséquences sur la vie des personnes et des familles vivant en situation de pauvreté. Ces conséquences sont particulièrement observées par les intervenant-e-s de 1^{ière} ligne car leur pratique les conduit à connaître intimement les usagers et usagères qui fréquentent leur organisme. Ces conséquences se traduisent par :

- des problèmes de santé plus fréquents;
- «des tensions à l'intérieur du climat familial» : nos entrevues rapportent de l'agressivité entre les membres d'une famille, voire de la violence;
- «des difficultés d'attention pour les enfants» influençant directement les performances scolaires.

« C'est la maladie. Ils sont souvent malades. Eux autres ils vont prendre des gripes et ils vont être malades. Tu as seulement à les voir... à la Clinique médicale, chez le médecin... combien de personnes qui sont assistés sociaux qui... ils sont souvent chez le médecin. [...] Il y a beaucoup d'enfants qui font de l'asthme et des choses comme ça. »

(entrevue 16)

« Moi je dirais... quand c'est vraiment extrême, que la personne... c'est l'agressivité et la violence. Quand la personne est pas capable d'obtenir de l'aide et le découragement, des idées suicidaires... »

(entrevue 1)

« Si on prend une famille, les conséquences vont être l'humeur. La première des conséquences c'est l'humeur. Quand on a faim, on est un peu plus agressif. Donc souvent les enfants vont entendre crier dans la maison. Pas qu'ils vont se faire battre, mais la mère ou le père vont crier un peu plus fort... [...] Le climat devient un peu plus tendu et pour l'enfant aussi. L'enfant aussi qui va à l'école, si il n'a pas assez mangé, ça va se répercuter à l'école. »

(entrevue 2)

« Si on parle au niveau des jeunes enfants, au niveau de la concentration à l'école, au niveau de l'apprentissage, encore là il y a des limites et ça on en voit aussi chez nous. »

(entrevue 5)

Sur l'aspect des conséquences, le discours des intervenant-e-s porte principalement sur les répercussions sur les enfants. On parle des différentes stratégies développées par les mères pour sécuriser les enfants au point de vue de l'alimentation mais on ne s'exprime aucunement au sujet des répercussions éventuelles sur leur santé. L'équipe de recherche s'interroge sur les raisons du silence à propos du sacrifice des mères dans toute cette problématique de santé publique.

« ... je dis que peut-être une femme avec ses enfants va toujours faire manger ses enfants. Mais peut-être elle, elle va sauter des repas par exemple ou elle va manger ce qui reste. Ça je l'ai déjà entendu là. Je pense que ... une femme avec des enfants ou tous les cas une famille du moins... »

(entrevue 4)

« La madame va sauter des repas. [...] Oui pour donner un lunch pour aller à l'école. »

(entrevue 15)

3.3 Les causes d'insécurité alimentaire

Selon les intervenant-e-s, les causes de l'insécurité alimentaire sont reliées au manque ou la faiblesse des ressources financières. Toutefois, quelques entrevues rapportent le manque d'information comme une autre cause d'insécurité alimentaire. De plus, la confrontation aux standards de consommation viendrait alourdir les problèmes d'insécurité alimentaire. On parle alors de périodes critiques durant l'année où les personnes et les familles font face à des dépenses supplémentaires comme les factures relatives au chauffage durant l'hiver, les achats pour la rentrée scolaire et les cadeaux des Fêtes. Plusieurs intervenant-e-s parlent aussi des dépenses associées aux standards sociaux et à l'image, principalement pour les jeunes qui fréquentent l'école et qui désirent les vêtements et accessoires qui les identifient à leur groupe d'âge. Sur ce dernier aspect, nous avons été frappés par l'absence de position critique des intervenant-e-s face à la société de consommation et par l'absence de référence à la simplicité volontaire¹² ou à la sur-consommation. Ces thèmes sont pourtant présents dans le milieu régional, par exemple lors de la campagne de la « journée sans achat »¹³, mais ils ne sont pas ressortis pendant nos entrevues.

¹² Voir le site suivant : <http://www.simplicitevolontaire.org/>

¹³ Voir le site suivant : <http://www.consommateur.qc.ca/union/207.htm>

« Un enfant qui vit dans l'insécurité, qui vit dans le stress, qui n'a pas d'argent à la maison, qui vit dans la honte de toujours être différent, de devoir dire je n'y vais pas et d'inventer souvent des mensonges pour ne pas expliquer pourquoi je ne vais pas à l'activité scolaire, etc. Se faire exclure parce qu'il n'a pas la marque d'espadrilles ou autre... [...] Et là ils sont identifiés tout de suite en ville rien que par des marques, par le fait que tu n'as pas les cheveux colorés avec les mèches et tout le «kit» là... C'est un élément pour les discriminer là immédiatement. »

(entrevue 8)

« Parce que la rentrée scolaire coûte énormément chère. Ils sont obligés de donner les livres scolaires à leurs enfants, de donner l'essentiel à leurs enfants. Donc qu'est-ce qu'ils vont couper ? C'est la nourriture. Ensuite dans le temps de Noël, ça c'est un gros... c'est là aussi. [...] Ça c'est une grosse période critique aussi parce que là les gens ils veulent avoir des cadeaux comme tout le monde. Alors où ils vont couper encore ? C'est la nourriture. »

(entrevue 9)

« Ces des gens qui sont très sensibles à la publicité aussi. Ce qu'ils voient à la télévision, ils veulent l'avoir comme les autres, ils veulent faire comme les autres. Donc ils veulent aussi... ça a l'air tellement intéressant de posséder toutes sortes de gadgets. Ils sont très sensibles à ça. »

(entrevue 16)

4. LE REGARD D'INTERVENANT-E-S SUR LES RÉPONSES DU MILIEU

Cette deuxième partie des entrevues est révélatrice de la position ou de l'orientation des interventions. Nous verrons d'abord les conséquences de la fréquentation d'une ressource par les personnes, tant dans leurs comportements que sur la pauvreté dans le milieu local. Nous considérerons ensuite ce que disent les intervenants quant aux réponses que le lieu apporte à un certain nombre de besoins socioéconomiques. Les deux dernières sections considèrent le réseautage et les pistes de solution envisagées par nos répondant-e-s.

On remarque une nette tendance à répondre à l'urgence des situations et plusieurs intervenant-e-s se soucient de cet aspect dans les 4 points de cette section du rapport. L'aide ou l'accompagnement développé par les ressources du milieu parvient rarement à remonter aux sources du phénomène de la pauvreté et ce constat inquiète nos répondant-e-s. Toutefois, il ne semble pas freiner le désir de poursuivre les activités.

« Moi je dis que c'est la société qui dit aux parents... on ne t'aidera pas au niveau de tes revenus pour que tu nourrisses tes enfants là, on va s'occuper de ça... Envoie-nous les à l'école et on va les nourrir nous autres bien mieux que toi... Je ne suis pas capable... moi je ne serai pas capable d'aider le Club des petits déjeuners à se mettre sur pied, ça me choque. Ça me choquait aussi quand les Soupes populaires ont ouvert là. J'ai la même réaction. Ça me choquait profondément quand les Soupes... Pour moi là une Soupe populaire qui ouvre, c'est parce qu'on est en situation de guerre. Et quand il y a eu des Soupes populaires dans nos sociétés c'est parce qu'il y avait une guerre, que les hommes étaient partis à la guerre et que l'économie ne fonctionnait plus sur notre territoire et il fallait nourrir le monde. [...] Des services de ce type-là pour pallier là, que j'appelle du curatif là en fin de compte, c'est le «plaster».

(entrevue 8)

Les territoires ruraux sont perçus comme les perdants de ces réponses bien que certaines expériences soient mises en place. Le milieu religieux est le principal acteur de l'aide proposée aux populations vivant dans ces territoires. Le Lac Saint-Jean et en particulier les communautés plus éloignées des centres urbains se démarquent par l'importance des partenariats entre milieu communautaire, réseau public et organismes religieux.

4.1 La fréquentation des ressources

Selon des intervenant-e-s, bien que les ressources soient limitées, la fréquentation des organismes améliore les conditions de vie des personnes et familles en situation de pauvreté. Sur la dynamique de la sécurité alimentaire, les usagers et usagères de services d'aide alimentaire saisissent rapidement l'importance d'une

nourriture saine et équilibrée. Les intervenant-e-s de 1^{ière} ligne rapportent une grande évolution des habitudes alimentaires pendant le processus de fréquentation d'une ressource et plus spécifiquement dans le cas des cuisines collectives.

« ...Puis elle me racontait justement il y a 2 mois... elle a dit... mes enfants m'ont dit... maman comment ça se fait qu'il y a toujours des légumes sur la table maintenant quand on vient dîner? Elle a dit... bien c'est parce que c'est bon pour la santé. Mais avant elle ne le savait pas et elle a accroché son guide alimentaire après le frigidaire. Et elle, ça la valorise en plus de nourrir ses enfants, de mieux se nourrir alors c'est déjà un départ. Juste au point de vue de l'alimentation là, c'est déjà un départ. »

(entrevue 3)

Concernant l'ampleur de la problématique de la pauvreté sur les territoires locaux, plusieurs personnes établissent des liens entre la multiplication des ressources et la croissance de la pauvreté, celle-ci expliquant celle-là. L'augmentation des ressources est aussi envisagée sous l'aspect de la dépendance envers l'organisme qui peut s'installer chez les usagers. On parle alors du dépannage comme d'un «plaster» mais on convient toutefois des limites de cette approche d'intervention pour lutter véritablement contre la pauvreté.

« Les signes bien... je ne sais pas si ça en est un, mais les ressources qui sont apparues ces dernières années, c'est un signe assez puissant. Mais d'un autre côté on a jamais encore étudié le phénomène... Est-ce que le phénomène des Soupes populaires a fait en sorte que ça a empêché les gens de continuer à se débrouiller par exemple... Et ça aurait même bloqué l'apparition de je ne sais pas... de cuisines collectives, de trucs qui sont un peu plus... Tu ne fais pas rien que leur donner du poisson, tu montres à pêcher. »

(entrevue 14)

4.2 Les besoins socioéconomiques

Les relances pour ce point étaient articulées autour des 5 types de besoins socio-économiques rapportés par Rouffignat dans une approche systémique de la sécurité alimentaire :

- 1) Accès physique aux denrées alimentaires
- 2) Choix et qualité de la nourriture
- 3) Coût des produits
- 4) Information et formation à la consommation
- 5) Formation/éducation en matière de choix et de préparation

Il ressort clairement des entretiens que les 3 premiers types de besoins socio-économiques sont liés directement au transport. Il apparaît que les commerces spécialisés en alimentation, en particulier les grandes surfaces, se localisent de

plus en plus dans des zones encerclant les centres-villes. Les populations appauvries vivant dans les quartiers urbains centraux et les zones rurales de plus en plus mal desservies en commerce d'alimentation, s'en trouvent pénalisées. On évoque la pertinence des ressources alternatives pour contrer cet effet : magasins économiques, clubs d'achat, regroupements, etc.

« Et il y a toute la concurrence des grosses chaînes ontariennes, américaines qui viennent te couper les prix et toi t'as pas assez d'argent alors pourquoi que toi tu te priverais d'aller chez Super C si c'est moins cher pour encourager ton voisin qui a un petit commerce mais qui te charge deux fois le prix là... Ça, ça fait qu'il y a des villages qui n'ont plus aucun, aucun, aucun service. Il y a des villages qu'il n'y a plus d'essence, qu'il n'y a plus d'épicerie... »

(entrevue 8)

Le besoin en formation/information/éducation est situé par les intervenant-e-s selon 3 grands types d'observations :

- 1) des intervenant-e-s réfèrent à la logistique familiale pour parler des difficultés des personnes appauvries à planifier des activités de formation (problèmes financiers pour les coûts de transport, pour le gardiennage, etc.);
- 2) certains intervenant-e-s de 1ere ligne parlent du manque de connaissance, surtout chez les jeunes, des techniques de préparation des repas;
- 3) deux intervenant-e-s soulèvent la difficulté des groupes les plus affectés à participer à des activités de formation pour des raisons de motivations ou de discipline.

« ... Il y a des jeunes qui ont jamais épluché une carotte, ils ne savent pas comment tu fais pour éplucher une carotte. Ils ne savent pas ça là... leurs connaissances là, je te dis que... ils ont vraiment besoin que ça leur soit enseigné, que ça leur soit montré, parce que... Vraiment là, il y en a beaucoup, beaucoup qui... Mais ça les rend fiers, ça je le vois là, ça les rend vraiment fiers et c'est plaisant de les voir... »

(entrevue 3)

« On a de la misère... les gens... je ne sais pas pourquoi, les gens ne participent pas. On n'a pas de réponse à notre demande. [...] On a de la misère à les faire participer. Il est vraiment là le problème qu'on rencontre. Les services sont là, on dirait que les gens, soient qu'ils ne savent pas ou qu'ils ont une crainte à participer. »

(entrevue 6)

« ... il y a une discipline aussi à avoir là... Souvent rendu là, tu n'en n'a plus de discipline. Tu es comme déconnecté. »

(entrevue 10)

Enfin, notons que certaines entrevues démontrent que les intervenant-e-s distinguent la notion de besoin et celle de demande. Pour plusieurs, les besoins sont une notion théorique dont la définition est formulée par des chercheurs alors que les demandes sont une notion empirique définie ou formulée par les personnes ou les groupes. Deux répondant-e-s s'interrogent toutefois sur la correspondance entre les demandes exprimées et les besoins. On comprend dans cette nuance que les activités ou services sont développés en fonction de la deuxième notion.

« Quand il y a une demande, c'est qu'il y a un réel besoin chez les gens. Il peut y avoir des besoins théoriques comme je disais tantôt, un besoin théorique et une analyse à partir de critères qui ne sont pas nécessairement chez les personnes »
(entrevue 2)

« Aussi, nous autres, on est pas capable de satisfaire toutes les demandes parce qu'il y en a qui seraient prêts à demander tous les mois alors... on les espace, on espace ça à tous les deux mois, trois mois pour les habituer aussi à se débrouiller par eux autres mêmes sinon on est... On va être à la merci de leurs demandes, alors on comble pas du tout les besoins. »

(entrevue 16)

Comme pour l'évaluation des besoins socio-économiques, les données recueillies ne permettent pas d'identifier de véritables démarches systématiques pour évaluer les résultats produits par les services offerts par les ressources. Ici, nous nous interrogeons sur cette distinction entre une demande et un besoin et sur ce qu'elle suppose en terme de priorités d'intervention. De plus, selon nos données, les organismes seraient plus ou moins outillés pour évaluer les besoins (demandes) ou les résultats¹⁴. Certes, il y a des rencontres et des fiches d'inscription des usagers et usagères afin de déterminer leur situation personnelle et familiale mais la fonction et l'efficacité de ces outils dans l'évaluation des besoins concrets (objectifs et subjectifs) ne ressort pas clairement des entrevues. Évidemment, cela ne signifie pas qu'aucune évaluation n'est faite et, d'ailleurs, la connaissance approfondie du milieu et des usager-e-s dont témoignent nos informateurs permet d'inférer qu'une évaluation intuitive et sans doute juste des situations peut se produire spontanément, mais cette expertise ne peut être transférée et est forcément aléatoire.

4.3 Les expériences de réseautage

Tous les territoires concernés par la recherche sont engagés dans des expériences de réseautage qui rassemblent plusieurs types de partenaires des milieux communautaire, public et religieux. Certaines fondations ou clubs sociaux se greffent ponctuellement à cette dynamique de mise en commun des expertises. Le

¹⁴ D'autres méthodes de collecte seraient plus pertinentes pour analyser cet aspect du fonctionnement des ressources.

réseautage se manifeste dans des formules plus structurées comme les tables de concertation locale, régionale, nationale ou sur la base de projets spécifiques à durée déterminée (partenariats). Il se manifeste également à travers une multitude de liens informels entre les différents intervenant-e-s dans leur pratique quotidienne (référence, complémentarité des expertises, etc.). Plusieurs intervenant-e-s ont une perception positive des projets ponctuels et particuliers alors qu'ils émettent des réserves sur la place qu'occupent les tables de concertation dans leur agenda de travail et d'implication sociale.

« Oui. C'est sûr que le problème c'est la dispersion, c'est le fait que des tables comme ça il y en a tellement, que les gens ils ne sont plus capables de suivre. Et il y a des places où tu as un seul permanent. Il ne peut toujours bien pas être partout là. Il y a des tables locales, sous-locales, sous-régionales... »

(entrevue 8)

Lorsqu'ils s'expriment sur les liens avec les représentant-e-s des structures de développement local et régional, les intervenant-e-s démontrent moins d'intérêt à s'engager dans ce type de partenariat, parfois en raison d'expériences passées n'ayant pas donné de résultats. De plus, nos informateurs et informatrices considèrent que ces structures se concentrent sur le développement économique de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et évacuent rapidement les questions de pauvreté et de développement social.

« Ça devrait être les premiers concernés. Présentement, le flambeau est tenu uniquement par les organismes communautaires. D'ailleurs ils ont de la misère à aller porter ces dossiers-là dans des instances qui pourraient... qui ont accès à des meilleures ressources... Oui ça c'est sûr... la pauvreté ça devrait être à la table du CRCD quotidiennement, les municipalités... »

(entrevue14)

4.4 Les pistes de solution

Ce dernier point des entrevues renvoie aux pistes de solution qui sont déjà en émergence ou qui pourraient contribuer à réduire la pauvreté et ses incidences sur la sécurité alimentaire. Certain-e-s reviennent sur les activités et services disponibles en spécifiant les difficultés de remonter aux causes alors que d'autres sont plus évasifs sur les pistes de solution potentielles. Cependant, et malgré les réserves énoncées plus haut, les exercices de concertation de tous les types de ressources sont considérés comme un facteur déterminant et indispensable.

À ce point de l'entrevue, la faiblesse des données peut s'expliquer en raison des 2 hypothèses suivantes :

- 1) De la fin de l'entrevue : c'est-à-dire d'un biais méthodologique où les dernières questions d'une entrevue qui se déroule depuis près d'une heure trente en moyenne ne reçoivent plus la même attention (fatigue).
- 2) Des problèmes des intervenant-e-s à formuler des pistes de solution car leur énergie est réservée à leur tâche considérable à répondre à l'urgence.

Bien que des pistes nouvelles soient difficilement exposées par les intervenant-e-s, on reconnaît la pertinence de sensibiliser la population régionale aux enjeux de lutte à la pauvreté. À cet égard, les médias sont considérés sous l'influence qu'ils peuvent exercer afin de réduire les préjugés contre les personnes appauvries ou encore pour faire la promotion des ressources engagées dans cette problématique. Il y aurait également un gros travail de sensibilisation à faire auprès des élus locaux.

CONCLUSION

Les résultats présentés dans les 3 sections qui précèdent sont exclusivement liés au contenu des 18 entrevues réalisées dans cette première phase du projet de recherche. Ce premier bilan régional ne constitue donc pas un inventaire exhaustif des expertises pour l'ensemble des organismes concernés par la lutte à la pauvreté et la sécurité alimentaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Toutefois, les perceptions recueillies auprès des intervenant-e-s permettent de saisir les grandes orientations qui guident les différentes ressources dans leur pratique quotidienne respective.

Une première remarque générale se dégage de ces résultats :

Les données ne révèlent pas de distinction claire sur la base des 6 territoires sociosanitaires. Les intervenant-e-s portent pour l'essentiel le même regard sur la problématique, ce qui n'exclut pas certaines spécificités locales. Parmi celles-ci, il apparaît que les populations appauvries de petites municipalités rurales sont moins desservies par les services d'aide.

De plus, les initiatives de partenariats entre les divers acteurs semblent plus développées dans la sous-région Lac Saint-Jean. Certains projets regroupent des intervenant-e-s des secteurs communautaires, institutionnels et religieux et le niveau de collaboration semble plus intégré que dans la sous-région Saguenay.

La deuxième remarque d'ordre général touche la fonction des intervenant-e-s :

De nombreuses distinctions apparaissent dans les discours analysés selon que les intervenant-e-s occupent une fonction de 1^{ère} ligne (intervention directe auprès de personnes ou de familles) ou une fonction de 2^{ième} ligne (tâche ou responsabilité indirecte). Bien que les distinctions soient nuancées, il y a tout lieu de croire que des fonctions de 1^{ère} ligne conduisent généralement à une approche plus personnalisée de la lutte à la pauvreté et à la sécurité alimentaire alors que des fonctions de 2^{ième} ligne développent un regard généralement plus structurel.

Cette deuxième remarque renvoie à la difficulté d'inscrire les démarches et les expériences de lutte à la pauvreté et de construction de la sécurité alimentaire dans une perspective globale et structurelle. La complexité et la mouvance des causes, leur envergure, leur ancrage culturel parfois, représentent incontestablement un obstacle à la réduction ou à la disparition du phénomène. Présentement, les ressources travaillent en aval de la problématique et le support permet à l'évidence de lutter contre les effets de la pauvreté en améliorant les conditions de vie des groupes affectés. Dans un tel contexte d'intervention, évidemment indispensable, comment faire pour élargir cette orientation de type curatif ou palliatif et l'inscrire dans une orientation préventive?

Devant ce défi, les résultats permettent d'avancer que les pratiques et expertises sont continuellement courtisées par l'urgence des situations et que le virage proposé plus haut exigera beaucoup de changements ou ajustements dans un contexte où la disponibilité des ressources fait cruellement défaut. Il faut éviter une surcharge des intervenant-e-s déjà amplement sollicité-e-s, autrement dit, éviter de leur imposer de nouvelles responsabilités. Simultanément, on doit éviter un dédoublement des activités, c'est-à-dire renforcer l'intégration et la coordination des activités.

Une première recommandation de l'équipe de recherche touche l'axe «réflexion/action» afin d'enclencher les premiers efforts du virage souhaité. Trois sujets spécifiques sont déjà retenus pour les fins d'un tel exercice qui sera proposé dans la phase 3 du présent projet (groupes de discussion). Le premier sujet concerne le degré de pauvreté tel que schématisé dans la section 2, le deuxième touche la distinction entre demande et besoin et le troisième est relatif à l'évaluation des services d'aide alimentaire. De plus, ces premiers résultats serviront au travail de préparation des entrevues auprès de personnes directement affectées par la pauvreté, ce qui sera la phase suivante du projet.

ANNEXE 1

Sécurité alimentaire Canevas d'entrevue Intervenant-e

PARTIE 1 : SENSIBILITÉ À LA PROBLÉMATIQUE DE LA PAUVRETÉ ET À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE.

Cette première partie du canevas d'entrevue est formulée dans le but de vérifier si l'intervenant-e a une bonne connaissance de la pauvreté sur son territoire local, des facteurs, de l'évolution du phénomène, des lieux de concentration ainsi que de l'importance de la sécurité alimentaire dans le quotidien des populations touchées. L'analyse permettra de comparer les données selon que les intervenant-e-s occupent des fonctions de première ligne (organismes qui sont en contact direct avec les populations) ou des fonctions de deuxième ligne (liens indirects avec les populations).

Thème 1 -- Informations sur la pauvreté vs le territoire local (et/ou régional)

Q 1 : Est-ce que votre milieu (ou votre territoire local) est affecté par des situations de pauvreté?

- Si oui, qui est affecté (voir si groupes de population spécifique)?

Exemples : tranches de population comme les personnes âgées, les femmes monoparentales, etc.

-De quelles manières (manifestations)?

Q 2 : Selon vous, quelles sont les causes ou les sources qui conduisent ces personnes et ces familles à vivre dans des conditions de pauvreté?

- Est-ce que ce sont les mêmes causes pour les différents groupes?

- Est-ce que vous observez du changement dans ces causes?

- Si oui, pouvez-vous donner des détails : depuis quand, comment (voir si causes personnelles et conjoncturelles dans le parcours des personnes ou causes plus structurelles au SLSJ)?

Q 3 : *Présentation du schéma de Rouffignat sur la typologie de la pauvreté. Discussion sur les situations présentées dans chacun des cercles.*

-Quelles sont les situations de pauvreté présentes dans votre milieu?

-Selon vous, y en a-t-il qui sont plus problématiques que d'autres?

-Pensez-vous qu'il y a des situations qui ne sont pas présentes dans votre milieu (hiérarchisation des situations de pauvreté)?

- Avez-vous remarqué des changements dans les types de personnes présentées dans le schéma? Depuis quand? Quelle tendance (ex : passage d'un état à un autre)?

Q 4 : Où retrouve-t-on les personnes et familles pauvres sur votre territoire? (lieux de cristallisation ou de concentration)

Présentation d'une carte routière du territoire sociosanitaire. Pourriez-vous m'indiquer sur cette carte les lieux qui sont plus touchés par la pauvreté?

Identifiez le-s quartier-s, rue-s, bloc-s ou le-s rang-s.

Relances pour vérifier les connaissances de l'intervenant-e sur l'ensemble du territoire sociosanitaire.

Thème 2 – L’insécurité alimentaire et sa prise en charge

- Q 5 : Pour les situations de pauvreté que vous considérez les plus difficiles,
- Quels sont les problèmes d’insécurité alimentaire qui se manifestent (quels signes et quelles conséquences)?
 - Est-ce le même constat pour toutes les populations?
 - Comment cette problématique évolue-t-elle dans le temps (permanente ou occasionnelle, récurrente ou conjoncturelle, saisonnière ou ponctuelle)?
- Si on prend l’exemple d’un calendrier, y a-t-il des périodes plus critiques et si oui, quelles sont-elles (ex : dernière semaine du mois, les fêtes, etc.)?*
- Quelles nuances faites-vous?
- Q 6 : Quels sont les services qui soutiennent ces personnes ou familles pauvres ?
- En particulier les services d’aide alimentaire?
- Relances sur ressources non mentionnées
- Q 7 : Selon vous, est-ce que l’aide actuelle permet de palier aux problèmes sinon de les résoudre? (permet de résoudre en partie ou totalement le problème)
- Est-on capable de remonter jusqu’aux sources du problème?

PARTIE 2 : LES RÉPONSES DU MILIEU FACE À LA PROBLÉMATIQUE

Cette deuxième partie du canevas d’entrevue vise à vérifier quel est l’état actuel du réseautage entre les organismes et les institutions, en plus de comprendre si les liens s’inscrivent dans une perspective systémique et globale (re : Hugh). L’analyse des données recueillies permettra de voir s’il y a un désir et des tentatives pour travailler de manière transversale entre les acteurs de première ligne et les acteurs de deuxième ligne.

Vérifier si l’intervenant-e fait une différence entre l’insécurité alimentaire et la sécurité alimentaire (définition personnelle ou organisationnelle).

Définition (re : Ordre professionnels des diététistes du Québec, 1996)

Thème 3 – Les besoins d’intervention en matière de sécurité alimentaire

Q 8 : Selon vous, quels sont les besoins économiques et sociaux à combler dans votre milieu en matière de sécurité alimentaire selon les 5 types suivants?

- 1- Accès physique à la nourriture (transport)
- 2- Choix et qualité (réseau de distribution),
- 3- Coût des produits (dépanneur versus supermarché),
- 4- Information et formation à la consommation (revenus, prix et budget alimentaire),
- 5- Formation en matière de préparation et de choix (cours de cuisine, autonomie)

Q 9 : Les services d'aide alimentaire actuels répondent-ils à certains de ces besoins? Si oui, lesquels ? À quels besoins ne répondent-ils pas et pourquoi?

Relances pour vérifier s'il y a des nuances entre les besoins et les demandes.

Q 10 : Votre organisme a-t-il un outil d'évaluation des besoins des personnes en matière de sécurité alimentaire ? Si oui, lequel? (bilan budgétaire, situation familiale, gravité de la situation, récurrence, etc..)

Thème 4 - Le réseautage des groupes et institutions qui offrent de l'aide

Q 11 : Votre organisme entretient-il des liens avec d'autres groupes du milieu?

-Si oui, lesquels (forme, fréquence, etc.)? Et qu'en retire-t-il?

Q 12 : Y a-t-il des difficultés pour établir des collaborations? Si oui, lesquelles?

-Avez-vous des exemples de collaborations qui ont ou n'ont pas fonctionné?

Q 13 : De manière générale, voyez-vous une collaboration entre les organismes (communautaires, institutionnels, privés et religieux) qui donnent des services aux populations pauvres?

Q 14 : Quelle forme prend cette collaboration dans votre milieu?

Q 15 : Existe-t-il des liens avec les structures de développement local et régional (Commissions scolaires, CRCO, CLD, municipalité, etc.)?

Est-ce possible d'établir des liens?

Est-ce que ça vaut la peine?

Si oui, comment pourrait-on faire?

Thème 5 – Pistes d'intervention

Q 16 : Quelles seraient les pistes d'intervention possibles à envisager pour combattre la pauvreté dans votre milieu, compte tenu des ressources actuelles?

-Relances sur pistes réalistes et concrètes (empowerment, cohésion sociale et développement social).

Q 17 : Comment pourrait-on sensibiliser la population et les intervenant-e-s à la lutte à la pauvreté et à la promotion de la sécurité alimentaire?

ANNEXE 2

Projet de recherche Analyse des interventions en sécurité alimentaire dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean : les acteurs au cœur du processus

Document de consentement

Une recherche sur la sécurité alimentaire:

Cette recherche est menée par une équipe de l'Université du Québec à Chicoutimi composée de Pierre-André Tremblay, professeur responsable, de Joël Rouffignat, professeur collaborateur de l'Université Laval, de Myriam Duplain, chargée de projet et de Marie-Claude Clouston, assistante de recherche. Le projet a comme objectif de comprendre comment la population régionale est touchée par le phénomène de la sécurité alimentaire. Nous désirons comprendre comment les personnes et les familles arrivent à combler leurs besoins en alimentation.

Pour saisir cette réalité, nous faisons des entrevues avec des intervenant-e-s interpellé-e-s par la pauvreté. Nous rencontrerons aussi des personnes qui sont directement concernées par la sécurité alimentaire d'un point de vue personnel ou familial, qu'elles fréquentent ou non les organismes qui offrent de l'aide. Chaque personne ayant à donner son accord pour participer, la coopération et l'intérêt des personnes rencontrées s'avèrent essentiels à la poursuite de cette recherche.

Les résultats attendus de cette recherche:

Dans un premier temps, ce projet devrait permettre de faire le portrait de la situation actuelle au sujet de la sécurité alimentaire dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Cette connaissance permettra de mieux identifier les forces et potentiels des ressources existantes ainsi que les réalités parfois difficiles des personnes directement concernées par cette situation. Dans un deuxième temps, une meilleure connaissance de la réalité régionale devrait permettre de cibler des interventions afin d'améliorer la sécurité alimentaire pour la population régionale.

La participation demandée:

Nous sollicitons votre participation libre et éclairée par le formulaire ci-joint. Les entrevues, d'une durée approximative de 90 minutes pour les intervenant-e-s et de 60 minutes pour les personnes, sont enregistrées afin de ne rien perdre de votre précieuse collaboration. Vous pouvez être assuré de la confidentialité des informations fournies lors de l'entrevue: ces données seront conservées durant la recherche, en lieu sûr et sous clé et ne seront utilisées qu'en respectant votre anonymat. Vous conservez la liberté d'interrompre votre participation à la recherche à tout moment.

Formulaire de collaboration entre l'équipe de recherche et l'informateur(trice)

J'accepte librement et sans contrainte de participer à la recherche *Analyse des interventions en sécurité alimentaire dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean : les acteurs au cœur du processus*.

J'ai pris connaissance des objectifs du projet et de ce en quoi consiste ma participation. Je suis libre de me retirer en tous temps si je le désire.

Signature de l'informateur (trice)

Date

L'équipe de recherche s'engage à :

- 1) garantir le suivi des objectifs mentionnés
- 2) respecter l'anonymat et la confidentialité de toutes les informations données par le ou la participant(e)
- 3) informer les participants des résultats de cette recherche

Pierre-André Tremblay, professeur titulaire de l'UQAC

Date

Assistante de recherche

Date

ANNEXE 3

Cahier de codification Sécurité alimentaire

Nombre de codes arborescents: 34

1 (1) /Perception de la pauvreté

Description:

L'ensemble des informations recueillies auprès de l'intervenant-e sur la dynamique de la pauvreté sur le territoire local (et régional).

- 2 (1 1) /Perception de la pauvreté/Définition
- 3 (1 2) /Perception de la pauvreté/Groupes affectés :
 - 4 (1 2 1) /Perception de la pauvreté/Groupes affectés/Femmes
 - 5 (1 2 2) /Perception de la pauvreté/Groupes affectés/Hommes
 - 6 (1 2 3) /Perception de la pauvreté/Groupes affectés/Jeunes
- 7 (1 3) /Perception de la pauvreté/Causes :
 - 8 (1 3 1) /Perception de la pauvreté/Causes/Santé mentale
 - 9 (1 3 2) /Perception de la pauvreté/Causes/Séparation
 - 10 (1 3 3) /Perception de la pauvreté/Causes/Emplois SLSJ
- 11 (1 4) /Perception de la pauvreté/Zones de concentration
- 12 (1 5) /Perception de la pauvreté/Comparaison rural-urbain

13 (2) /Perception insécurité alimentaire

Description:

L'ensemble des informations recueillies auprès de l'intervenant-e sur les perceptions de l'insécurité alimentaire sur le territoire local.

- 14 (2 1) /Perception insécurité alimentaire/Manifestations
- 15 (2 2) /Perception insécurité alimentaire/Ressources :
 - 16 (2 2 1) /Perception insécurité alimentaire/Ressources/Contraintes
- 17 (2 3) /Perception insécurité alimentaire/Besoins non comblés
- 18 (2 4) /Perception insécurité alimentaire/Conséquences
- 19 (2 5) /Perception insécurité alimentaire/Causes

20 (3) /Réponses du milieu

Description:

L'ensemble des informations recueillies auprès de l'intervenant-e sur les actions à mener pour contrer l'insécurité alimentaire sur le territoire local.

- 21 (3 1) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques :
 - 22 (3 1 1) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques/Transport
 - 23 (3 1 2) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques/Choix et qualité
 - 24 (3 1 3) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques/Coûts

- 25 (3 1 4) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques/Formation~information
- 26 (3 1 5) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques/Accès
- 27 (3 1 6) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques/Besoins identifiés par intervenant-e
- 28 (3 1 7) /Réponses du milieu/besoins socioéconomiques/Besoins vs demandes
- 29 (3 2) /Réponses du milieu/Réseautage
- 30 (3 3) /Réponses du milieu/Pistes d'intervention :
- 31 (3 3 1) /Réponses du milieu/Pistes d'intervention/Outils d'intervention
- 32 (3 4) /Réponses du milieu/Définition de la sécurité alimentaire

Nombre de codes libres: 2

- 33 (1) Attitudes des personnes pauvres
- 34 (2) Influence des médias

ANNEXE 4

Typologie des situations de pauvreté et d'extrême pauvreté



